



#AccelerateEquality



WORLD BANK GROUP
Gender

CONSULTATION SUR LA STRATÉGIE DE GENRE 2024-2030 DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

17-18 octobre 2023

Nouakchott, Mauritanie

Partenaires au développement, Organisations de la société civile

VUE D'ENSEMBLE DE LA MISSION

Les 17 et 18 octobre 2023, le Groupe de la Banque mondiale a mené une série de consultations en Mauritanie sur la proposition de stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour l'égalité des sexes 2024-2030 avec des partenaires au développement, notamment des agences des Nations Unies et des organisations de la société civile. Ces discussions visaient à mobiliser et à recueillir les avis de diverses parties prenantes, afin de mieux comprendre les opportunités et les défis à relever en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation, et à identifier les domaines de collaboration potentielle. Les principaux avis issus des consultations sont résumés ci-dessous et seront pris en compte lors de l'élaboration de la stratégie. Les résumés détaillés des réunions figurent en annexe.

MESSAGES CLÉS ET COMPTE RENDU DES AVIS RECUS

- **Éducation et Sensibilisation** : Il est essentiel de commencer l'éducation sur l'égalité des sexes dès le plus jeune âge, que ce soit au préscolaire, à l'école primaire ou au sein des familles. Sensibiliser les adolescentes et adolescents sur les stéréotypes de genre, ainsi que sur les droits des femmes, est fondamental. Faire comprendre que l'émancipation n'est pas contraire à l'enseignement de l'islam.
- **Inclusion des Garçons** : Impliquer les garçons et les hommes dans la promotion de la masculinité positive est crucial. Encourager les jeunes hommes à devenir des alliés pour l'égalité des sexes est une étape importante pour changer les attitudes et les comportements.
- **Utilisation des Médias et du Numérique** : Les médias, y compris les réseaux sociaux, peuvent être des outils puissants pour éduquer et sensibiliser les adolescentes. Il est important de créer un contenu numérique éthique qui aborde les questions de genre de manière appropriée, sans chercher à créer des fractures dans les familles, mais plutôt à les harmoniser.
- **Libération de la Parole** : Encourager les adolescentes à s'exprimer et à dénoncer les violences faites aux femmes est essentiel. L'émancipation de la voix des filles, en s'appuyant sur des exemples de mouvements comme "Balance ton porc," peut contribuer à briser le silence et à sensibiliser sur les violences faites aux femmes. Sensibiliser sur les cas de viol du maire des deux jeunes sœurs et celui du père de ses deux filles, que ces attitudes sont condamnables.

- **Formation Professionnelle** : Offrir des formations professionnelles courtes et techniques aux adolescentes pour celles qui auront fait ce choix. Ces formations peuvent aider à acquérir des compétences et à devenir plus indépendantes financièrement. Cela peut également contribuer à réduire la pauvreté chez les femmes et briser la dépendance vis à vis des hommes.
- **Plaidoyer et Pression sur le Gouvernement** : Il est important de faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des politiques de genre et assure une gestion adéquate. Les organisations et les acteurs de la société civile peuvent jouer un rôle clé dans ce plaidoyer. La récente loi sur la réforme de l'éducation publique n'est pas adaptée aux réalités de la Mauritanie, si elle n'est pas amendée, elle risque d'aggraver la déperdition scolaire. En plus des problèmes d'infrastructures (insuffisance de nombre d'école, de classes, des tables bancs), il y'a un problème de ressources humaines (sous-effectif des enseignants, mal payés avec un niveau précaire pour ne pas dire alarmants). Une évaluation récente a montré que seul 5% d'enseignant ont le niveau requis pour dispenser des cours.
- **Collecte de Données** : Il est essentiel de recueillir des données désagrégées sur la santé, la justice et l'éducation des adolescentes pour mieux comprendre les défis auxquels elles sont confrontées et orienter les politiques et les programmes. Actuellement les données existantes sont transcrites sur des cahiers et registres papiers dans les hôpitaux et tribunaux de justice
- **Fracture Géographique, sociale et ethnique** : Il est important de prendre en compte les disparités géographiques, des classes sociales et ethniques dans la promotion de l'égalité des sexes. Les politiques et les programmes doivent être adaptés aux réalités locales.
- **Barrières Culturelles, Institutionnelles et Économiques** : Les barrières socioculturelles, institutionnelles et économiques doivent être abordées de manière proactive. Il faut travailler sur la sensibilisation, sur l'innovation et sur la remise en question des traditions qui entravent l'égalité des genres. Il arrive parfois que des aspirations à la modernité soit en contradiction avec certains préceptes de l'islam, ce qui amène à faire des arbitrages.
- **Inclusion Économique** : Encourager l'inclusion des adolescentes dans l'économie, en soutenant leur accès à la formation, à l'information et au financement. Amener les femmes à un niveau plus ambitieux que les micro-projets. Faciliter leurs accès aux PME, voire des macro-projets. Cela peut contribuer à renforcer leur autonomie financière.
- En fin de compte, **la promotion de l'égalité des sexes en Mauritanie, en particulier auprès des adolescentes, nécessite une approche holistique**, impliquant des acteurs à tous les niveaux de la société. Il est important de s'attaquer aux racines des inégalités de genre, de sensibiliser, de former et d'encourager la participation active des jeunes dans la lutte pour l'égalité.

ANNEXE 1 : CONSULTATION OFFICIELLE SUR LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2024-2030 PROPOSÉE AVEC LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

17 octobre 2023

Hôtel Mauricenter, Nouakchott, Mauritanie

Les organisations suivantes ont pris part aux consultations :

- Agence Française de Développement (AFD)
 - AISER
 - Association des Femmes Chefs de Famille (AFCF)
 - Club des Entrepreneurs de Mauritanie (CEM)
 - Ecodev
 - International Organization for Migration (IOM)
 - L'Association de Défense des Droits des Femmes (ADDFM)
 - Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
 - Office of UN Resident Coordinator, Mauritania
 - SOS Exclus
 - SWEDD Mauritania
 - Union des Jeunes Entrepreneurs (UJEM)
 - United Nations Development Programme (UNDP) Mauritania
 - United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) Mauritania
 - United Nations World Food Programme
-
- Faible présence des femmes dans les conseils d'administration des sociétés publiques ou les fonctions directoriales. Pression que la société exerce sur les femmes pour limiter leurs ambitions. Agir ensemble pour que la femme mauritanienne se libère de cette position.
 - L'éducation des filles accuse beaucoup de retard par rapport à d'autres pays en raison de la déperdition scolaire, des mariages précoces et des conditions de ménage précaires. Les familles mettent en avant l'éducation des garçons.
 - Manque de courage des femmes, absence d'élite féminine pour revendiquer leurs droits. Les femmes ne croient pas en leurs revendications et n'ont pas d'objectifs clairs et précis pour s'émanciper.
 - La stabilité des ménages est menacée par un taux record de divorce, engendrant des violences à tous les niveaux de la famille, y compris les violences conjugales et sexuelles. Par exemple, le maire qui a violé deux sœurs, ou un père de famille qui a violé ses deux filles. Il y a un problème d'accès à la justice pour les femmes, ainsi qu'une sous-représentation, voire une absence totale, des femmes dans les fonctions de magistrats. Beaucoup d'autres problèmes sous-jacents, comme l'impossibilité pour les femmes de transmettre la nationalité, créent une discrimination profonde qui déstabilise les familles et augmente la pauvreté chez les femmes.
 - La Banque mondiale devrait aider les femmes à mieux se protéger en mettant en place une stratégie adéquate qui tient compte de la réalité mauritanienne.
 - La santé des femmes, les taux de mortalité infantile sont élevés en Mauritanie en raison de la mauvaise qualité des soins et du manque de postes de santé.

- Les femmes se marient précipitamment pour deux raisons : d'abord, l'assurance d'avoir une bouche de moins à nourrir, et aussi la crainte de voir leur fille enceinte hors mariage. Il est essentiel d'encourager les Objectifs de Développement Durable.
- Avec les Nations unies, un projet a été initié pour laisser les femmes choisir le projet de développement de leur choix, avec l'assistance des Nations Unies pour les fédérer (ex : les femmes ayant fait le choix de commercialiser le couscous, les voiles et la teinture).
- Il existe un véritable problème de viol des femmes, mais elles ont peur de dénoncer les cas de viol de crainte que le Juge ou cadi les enferme. Souvent, la victime et l'agresseur sont emprisonnés ensemble. Récemment, un cas de viol collectif de lycéennes a été signalé en Mauritanie. Il est impératif de changer les mentalités.
- L'intégration du genre dans les politiques de développement reste un défi pour les institutions internationales et nationales. Appuyer les cellules sectorielles Genre afin de s'assurer que l'approche genre sera prise en compte dans l'élaboration des différentes politiques et stratégies nationales et afin que le pays opte pour la budgétisation sensible au genre. Encourager la mise en place de conditions de travail favorables aux femmes (horaires flexibles, télétravail, Child care, congé paternité...). Pour parvenir à un développement durable, la contribution de tous les acteurs est essentielle, sans exception. Plus de 15% des femmes n'ont pas accès à l'éducation dans les zones rurales et ne bénéficient pas de formations. Il est primordial de lutter contre les violences faites aux femmes et de mettre en place un service juridique accessible. Pour mieux aider les femmes à dénoncer les violences il faut former des para juristes dans toutes les wilaya dans les zones rurales en particulier.
- Les femmes n'ont pas accès au crédit, se contentant de microcrédits, alors qu'elles devraient opter pour les macro crédits. Il est essentiel d'appuyer les femmes pour leur permettre une meilleure éducation financière.
- Une étude de diagnostic de la situation des femmes dans tous les secteurs est nécessaire. Il est important que l'état investisse plus dans le gender –dissagregated data afin de pouvoir identifier les obstacles et défis et ainsi concevoir des politiques pouvant réduire les disparités existantes et tendre vers la réalisation de l'ODD 5.
- Le principal problème des femmes est l'autonomie financière, et il est essentiel de sensibiliser et d'encourager la formation en entrepreneuriat des femmes. Soutenir la mise en place de programmes d'Entreprenariat féminin, la mise en place de dispositifs financiers adaptés et dédiés aux femmes, la valorisation de l'image des femmes entrepreneures, la favorisation du scale-up des entreprises dirigées par les femmes, l'encouragement de la présence de la femme dans le milieu des affaires et dans les instances dirigeantes des institutions consulaires et patronales. Les femmes sont invisibles sur la scène politique et économique, en particulier lorsqu'elles sont divorcées.
- La liberté passe par l'indépendance financière, et il est nécessaire de changer la méthode de financement des femmes en privilégiant la formation avant d'accorder des prêts et/ou dons, pour éviter l'échec des projets et encourager les banques à appuyer l'octroi des prêts aux femmes.
- Il est nécessaire de faire appel aux femmes leaders dans leurs domaines d'activités et influenceurs et influenceuses pour promouvoir l'émancipation des femmes et créer un réseau de Championnes pour renforcer les capacités des centres d'écoute. Absence d'une stratégie nationale de prise en charge des enfants mendians dont les conditions de travail et de vie sont assimilables aux pratiques esclavagistes.
- Les femmes sont absentes dans les sphères de la justice. Renforcer l'initiative du PNUD dans ce sens.
- Il faut plaider en faveur du projet de justice en cours.
- Les associations féminines sont en concurrence, ce qui crée des superpositions et un manque de synergie.

- Au niveau stratégique, il est important d'avoir une plateforme uniforme pour avancer ensemble.
- Il est possible d'être éduqué et de rester silencieux face aux agressions des femmes, il faut mettre en place un système de plaidoyer solide pour libérer la parole des femmes.
- Les systèmes d'agriculture ne sont pas adaptés aux femmes, raison pour laquelle elles échouent. Pour pérenniser leurs efforts, il est nécessaire de les former et de renforcer leurs capacités de gestion et de développement personnel.
- Les stratégies sont élaborées, mais la question du genre est souvent greffée plutôt que partie prenante. La base communautaire doit être le fondement, à l'instar du concept de "mbadiane gor" au Sénégal.
- Les femmes peuvent jouer un rôle dans la dégradation de l'environnement et dans le développement de projets d'autosuffisance des ménages, mais elles doivent avoir accès à la terre.
- Les AGRS sont insuffisants pour développer les femmes, car les montants sont faibles et limités ne dépassent pas les 20 000 mru ou 30 000 mru.
- Il manque une formation spécialisée pour répondre aux besoins des femmes.
- La loi doit protéger la femme. La femme doit être éduquée. La femme doit être financièrement autonome et indépendante.
- Un point souvent négligé est l'inclusion des garçons dans la question du genre. Par exemple, au Pakistan, face à des viols choquants, on a donné des cours de défense aux filles, alors qu'il aurait été plus judicieux d'éduquer les hommes au respect des femmes. L'égalité se réalise à deux.

ANNEXE 2 : CONSULTATION OFFICIELLE SUR LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2024-2030 PROPOSÉE AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

18 octobre 2023

Bureau du Groupe de la Banque mondiale, Trarza, Mauritanie

Les organisations suivantes ont pris part aux consultations :

- Debbo Consulting
 - Mauritanian Business Center
 - Mutuelle des Associations Féminines d'Epargne et de Crédit (MAFEC)
 - Union des Jeunes Entrepreneurs
-
- Il est nécessaire de communiquer avec toutes les parties prenantes, y compris les chefs de village, les walis, les associations et les familles, pour faire comprendre l'implication des femmes dans le progrès social et économique.
 - Des projets tels que "Mon Projet, Mon Avenir" du ministère de l'emploi a démontré la fiabilité des femmes en matière de remboursement, mais les femmes ont tendance à demander des appuis financiers très limités.
 - Les femmes sont peu représentées dans les PME, il est donc important de les aider à dépasser les barrières des petites structures pour accéder à des projets plus ambitieux.
 - Le nombre de femmes inscrites au guichet unique est très limité. Les femmes ont tendance à être plus présentes dans l'informel et peu présentes dans le formel. Encourager cette transition.
 - Il existe peu de structure d'accompagnement des femmes au niveau de l'État.
 - La stratégie du genre doit prendre en compte une société diverse dans ses attentes.
 - Les femmes subissent des agressions et ne savent pas où se situer.
 - Le projet concept "store" cherche à fédérer les femmes pour la commercialisation de leurs produits en regroupant différentes marques.
 - Seules, les femmes manquent de confiance en elles.
 - Les filles sont victimes de stéréotypes.
 - Des travaux sociologiques ont montré le dynamisme des femmes mauritaniennes dans les années 90, mais ce phénomène semble reculer en raison de la modernisation et du durcissement des conditions de réussite.
 - Il existe une fracture géographique entre le centre décisionnel et les régions.
 - Il est essentiel de mener des études approfondies sur le recul des femmes pour aider à formuler des recommandations.
 - Il est important de promouvoir les femmes sans bouleverser la stratification sociale. La question de l'intersectionnalité est cruciale, tout comme le manque de confiance en soi, les traditions.
 - Accentuer sur l'importance de la recherche pour détecter/observer/diagnostiquer/mesurer/renseigner/informer certains phénomènes d'inégalités entre les sexes afin de connaître/comprendre et trouver des preuves et arguments pour les dénoncer et les corriger. Des actions indispensables pour la construction d'arguments adéquats, fiables et "scientifiques" aussi bien pour l'élaboration de politiques, stratégies et programmes que pour élaborer des plaidoyers légitimes, efficaces et à succès.

ANNEXE 3 : CONSULTATION OFFICIELLE SUR LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2024-2030 PROPOSÉE AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

18 octobre 2023

Bureau du Groupe de la Banque mondiale, Trarza, Mauritanie

Les organisations suivantes ont pris part aux consultations :

- AISER
 - Art Galle, Nouakchott
 - Association des Femmes Chefs de Famille (AFCF)
 - EDUC Des Filles
 - Femmes Leader pour le Développement
 - L'Association de Défense des Droits des Femmes (ADDF)
 - L'Association Mauritanienne pour la santé de la mère et de l'Enfant (AMSME)
 - Observatoire du Genre de l'Université de Nouakchott
 - SOS Exclus
-
- Comment travailler avec les adolescentes pour valoriser et promouvoir l'égalité des sexes? Comment aborder le problème des adolescentes? Faut-il commencer dès le préscolaire, l'école primaire ou au sein des familles?
 - L'adolescence est une étape cruciale du développement humain.
 - Il est nécessaire d'adopter une masculinité positive et d'impliquer les hommes dans ces questions. Une approche inclusive est essentielle pour le progrès de la société.
 - En Mauritanie, il existe un problème de mentalité en ce qui concerne la question du genre. La société est imprégnée de stéréotypes qui doivent être combattus par la sensibilisation. La notion de genre n'est pas toujours acceptée en Mauritanie, il faut sensibiliser pour faire accepter ce concept.
 - Le changement de comportement découle de l'action. Il est important de voir au-delà des problèmes pour exploiter les opportunités cachées. Par exemple, utiliser les victimes de viol pour inspirer les autres et créer des connexions entre la base communautaire et les leaders. Il ne faut pas se résigner à la fatalité, car cela tue l'innovation.
 - Campagne de sensibilisation dans les zones rurales les plus reculées du pays sur les droits et les aspirations des femmes, ainsi que sur les stéréotypes qui les touchent.
 - L'éducation est la clé pour résoudre les problèmes des femmes. Les adolescents et les adolescentes sont les acteurs principaux.
 - Privilégier l'inclusion des filles et des garçons pour obtenir des résultats probants. Sensibiliser les femmes sur les violences et la santé des femmes, car elles méconnaissent souvent leurs droits et n'ont que peu d'aspirations à s'émanciper.
 - Les filles non mariées n'ont pas accès aux soins sexuels et de reproduction en droit mauritanien.
 - Libérer la voix des filles en s'inspirant du mouvement "Balance ton porc" en Europe. Sensibiliser que libérer la voix des filles n'est pas contraire à l'islam. Toutes les femmes ont subi des agressions verbales ou sexuelles dans leur vie. Il faut aider les femmes à dénoncer les violences faites aux femmes par le biais des réseaux sociaux, des ateliers et de la communication.
 - Points clés : masculinité positive, éducation comme base, travailler avec les jeunes, libérer la parole, donner des exemples d'expériences de travail avec les adolescentes. Recommandations basées sur l'expérience pour résoudre les problèmes.

- L'utilisation optimisée du numérique peut résoudre les problèmes des adolescentes en les aidant à libérer la parole et éduquer avec un contenu éthique. Il est important d'éviter les chocs en sachant comment utiliser les concepts de genre et chercher à les harmoniser.
- Encourager les centres d'écoute et de santé, car de nombreuses jeunes filles victimes de viol se trouvent dans des situations où elles ne peuvent pas dénoncer.
- Les partenaires doivent privilégier des actions à valeur ajoutée et éviter de se cantonner à des lignes budgétaires. Ils doivent accompagner les projets jusqu'au bout.
- Il existe à l'université de Nouakchott un projet d'études ponctuelles sur l'élaboration d'indicateurs de disparités en matière de genre.
- Il existe une base de données sur le genre sur le site de la Banque mondiale.
- La récente loi sur la réforme de l'éducation publique n'est pas adaptée à la réalité de la Mauritanie. Si elle n'est pas amendée, elle risque d'aggraver la déperdition scolaire. Les problèmes d'infrastructures (insuffisance des nombre d'écoles, de classes, de tables-bancs) et de ressources humaines (sous-effectif des enseignants, salaires précaires) sont préoccupants. Il est important de trouver des solutions pour les infrastructures et d'accompagner les ressources humaines par des recrutements et des formations.
- Les données statistiques sur la santé et la justice concernant les adolescentes existent mais sont désagrégées. Elles sont consignées sur des cahiers et registres papier au niveau des hôpitaux et tribunaux.
- Il faut exercer une pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des politiques de genre et assure une gestion adéquate. Il faut penser aux formations professionnelles courtes et techniques pour celles qui choisissent cette option, plutôt que de privilégier les études longues. La pauvreté est un problème qui fracture les communautés.
- La notion de genre n'est pas toujours acceptée en Mauritanie. Il faut sensibiliser sur le lien entre développement économique et genre pour montrer que ce n'est pas un problème superficiel. Il existe des études dans la base de données de la Banque mondiale sur la participation des femmes à la croissance et à la productivité dans le secteur public et privé. Il existe des documents riches sur les sites web de la Banque mondiale pour argumenter avec les interlocuteurs du ministère de l'Économie et les décideurs d'entreprises.
- Le concept de genre est à la fois une approche des droits de l'homme et un droit économique incontournable. Cependant, il dérange souvent en Mauritanie, au point que les disciplines à l'université ne portent pas le mot "genre", et les interviews sur ce sujet à l'étranger sont évités.